

Agir pour l'intérêt général

L'urgence est de soumettre les banques et la finance à l'intérêt général ce qui suppose un ensemble de nouvelles régulations contraignantes basées sur la justice sociale, la coopération et la démocratie et la création d'un pôle bancaire et financier public, la répression de la spéculation. Le Front de Gauche propose un audit de la dette publique sous le contrôle des citoyens pour refuser la partie illégitime des dettes qui pèsent sur les finances publiques. La planification écologique, avec la participation de la population est un moyen incontournable pour transformer les modes de production et de consommation ce qui est une nécessité pour sauver l'écosystème, tout en préservant les droits sociaux, l'emploi et les salaires. S'agissant de la production d'énergie nucléaire, nous voulons en France ouvrir un débat national sérieux qui permette le dialogue entre citoyens, scientifiques, acteurs sociaux et élus pouvant déboucher sur un référendum. L'agriculture doit être libérée de la logique capitaliste, pour faire respecter la sécurité alimentaire mondiale et la souveraineté alimentaire des peuples, pour organiser la transition écologique vers une agriculture de qualité et reconnaissant le droit à une juste rémunération du travail.

Agir pour la paix et la coopération

La concentration du pouvoir entre les mains des gouvernements et institutions les plus puissants reflète leur volonté de décider du sort de l'humanité entière. Le Front de Gauche propose une politique de coopération à l'échelle internationale pour sortir du règne de la marchandisation généralisée et de la concurrence entre Etats qui alimentent les conflits militaires et les guerres néo coloniales. Toutes les questions internationales, que ce soit la protection de l'environnement, le commerce international, la coopération monétaire, la redistribution des richesses...doivent être traitées en respectant les droits des peuples et la souveraineté des Etats. Des institutions comme le FMI, l'OMC ou la Banque Mondiale ne doivent plus être au service des multinationales. Le Front de Gauche défend une réforme de l'Organisation des Nations Unies pour faire des besoins des peuples leur priorité contre les logiques destructrices et génératrices de conflits qui sont celles des oligarchies au service des grandes banques, des grands actionnaires et des marchés financiers. Il est temps de créer de nouvelles institutions plus démocratiques, plus transparentes, plus proches des besoins des réalités et besoins des peuples.



GOUVERNER AU SERVICE DES PEUPLES

G20 est l'un des piliers de l'ordre globalitaire néolibéral. Regroupement des pays les plus puissants, il prétend régir illégitimement les affaires du monde en lieu et place des Nations unies. Présidé cette année par la France, il s'autoproclame le garant de la stabilité économique et financière mondiale au lendemain de la tempête financière de 2008. Il n'a non seulement apporté aucune protection aux peuples dans cette grande crise, mais au contraire, il a contribué à maintenir la logique désastreuse. Ainsi, les décisions prises par les gouvernements et institutions internationales conduisent à une régression sociale sans précédent, risquent de nous plonger dans une nouvelle récession, aggravent la crise écologique et augmentent les tensions dans le monde. La grande crise depuis 2008 a déjà anéanti environ 20 millions d'emplois dans les pays OCDE. Sur 128 pays examinés, depuis un an, les dépenses publiques ont été diminuées de 3% du PIB dans 70 pays, les salaires réduits ou gelés dans 56 pays où même les aides pour l'accès à l'alimentation ou l'énergie sont en baisse. La crise européenne risque de devenir incontrôlable tant les moyens pour la gérer sont à l'opposé de ce qui serait nécessaire. Pris à la gorge, les dirigeants européens sont assez stupides pour trouver comme réponse au libéralisme davantage de libéralisme ! Trois ans après le sauvetage des banques par les moyens publics, la question est à nouveau posée. Autant de constats qui montrent à quel point un changement radical de logique est une impérieuse nécessité.

LE FRONT DE GAUCHE A NICE

1er novembre

- 13h30 Place St.François : prise de parole du Front de Gauche, avec Pierre Laurent, Martine Billard, Marie Christine Vergiat, Jacques Lerichonne
- 15h Esplanade De Lattre de Tassigny, devant le Palais des expositions : Départ de la manifestation internationale

2 novembre

- 12h-14h table ronde avec les représentants des partis soutiens de la Coalition « Face au G20 et aux politiques d'austérité, quelles alternatives de la gauche de transformation sociale et écologique ? -Les Anciens Abattoirs
- 20h30 Soirée Front de Gauche : « Une alternative politique face à la crise et au G20 ? Nous, on peut ! » Salle du Splendid Hotel, 50 Bd Victor Hugo. Avec Pierre Laurent, Raquel Garrido, Marie Christine Vergiat, Francis Sitel, des représentants de Grèce, d'Italie, d'Allemagne)



Les politiques néolibérales laissant les marchés, les banques et les actionnaires agir à leur guise ont plongé le monde dans une crise sans fin. L'Europe est au bord du gouffre, les Etats Unis craignent une nouvelle récession, la Chine semble fragilisée. Les « marchés », c'est à dire les grandes puissances de la finance - après avoir écrasé le monde du travail - propagent partout le poison de leur gestion toxique tout en exerçant un chantage sans cesse renouvelé sur les gouvernements. De leur côté, les gouvernements les plus puissants, les institutions européennes et internationales – tous acteurs majeurs du G20 – continuent d'opter pour une politique que l'on peut qualifier de « Munich » - c'est à dire de soumission - aux pouvoirs du marché. Or les mouvements sociaux à travers le monde, les peuples demandent non pas une « nouvelle gouvernance » en faveur des marchés, mais une tout autre volonté politique, une action déterminée dans l'intérêt général.

Notre message au G20

De toute urgence, et face à la nature et l'ampleur de la crise, il faut changer de logique. Toute continuation dans la voie actuelle qui cause d'ores et déjà tant de souffrances partout dans le monde, d'appauvrissement des populations, de régression sociale et

démocratique est illégitime !

Si l'Europe connaît une crise particulièrement explosive, c'est que depuis 25 ans, son intégration se fait selon les seuls préceptes du néolibéralisme. La libre concurrence au détriment de la coopération, la financiarisation au détriment de l'économie réelle, la précarisation du travail au lieu de sa reconnaissance, les dividendes contre les salaires et emplois, le démantèlement des services publics et protections sociales au détriment de l'égalité, le développement de l'oligarchie contre la démocratie... il est aujourd'hui incontestable que cette logique mène au désastre. Des voix se lèvent jusque dans les cercles dirigeants pour dire « halte au feu » et plaider pour une lutte contre la récession à la place des politiques d'austérité dont la nocivité est aujourd'hui prouvée.



Prendre les marchés financiers en tenaille

Le G-20 veut maintenant donner l'impression de vouloir réguler le système financier et monétaire international. En réalité, il n'est nullement question de s'attaquer aux véritables causes de la crise, à la logique financière qui régit l'économie. Lorsqu'il est dit « qu'il

faut aider les Grecs », c'est en vérité les banques qu'on soutient, avec des fonds certes publics mais en dehors de toute maîtrise publique et sans changer de logique. **Le débat sur la dette publique masque en fait les véritables causes de la crise : si les banques sont aujourd'hui elles-mêmes en crise, c'est qu'elles se sont inscrites dans la financiarisation de l'économie.** Au lieu de financer les investissements utiles, l'économie réelle, elles ont privilégié des stratégies financières. De concert avec les actionnaires – à la recherche de rendements faciles – elles ont contribué à racheter ou vendre des entreprises, à les dépecer, endetter, vider de leurs emplois. C'est cette régression de l'économie réelle au profit de la finance et des ultra-riches qui mine les recettes publiques et les revenus du travail, qui conduit à la crise générale.

Utiliser le crédit pour le développement de l'emploi, des activités productives et conformes aux exigences sociale et écologiques, redistribuer les richesses, c'est donc une urgence, du point de vue social, mais aussi pour contrer la logique de crise. **A la place des politiques d'austérité, nous avons besoin de réaliser de nouvelles recettes publiques qui peuvent être obtenues dans l'immédiat par une fiscalité juste et confiscatoire, par la taxation des revenus du capital et des flux financiers, ainsi que par la relance des salaires et de l'économie réelle.**

La finance doit être prise en tenaille : par la relance des salaires, de l'emploi, de l'économie réelle d'un côté et par la restriction radicale des pouvoirs des marchés, des banques et actionnaires de l'autre.

Changer de logique économique et politique

Agir en faveur d'une telle politique, d'une telle logique, c'est ce que nous exigeons des gouvernements et institutions. Rassembler et agir dans cette direction, c'est la volonté politique du Front de Gauche. Les ruptures avec les logiques actuelles que nous proposons dans notre programme « L'humain d'abord » seraient de nature à faire reculer l'insécurisation qui devient si insupportable notamment aux milieux populaires. Le débat politique le montre, les réponses « light » face à la crise perdent du terrain. **Ce qui est demandé, c'est un nouveau volontarisme politique en faveur d'une révolution dans l'ordre économique qui permette d'organiser le travail et la production en fonction d'un nouveau développement qui assure la survie et le développement de l'espèce humaine et de son environnement.** Changer de logique, cela demande de changer les pouvoirs, les majorités politiques, les idées. Cela demande une Gauche qui soit de gauche. Cela demande à l'échelle européenne à constituer un front commun pour sortir de la crise. Cela demande partout dans le monde une insurrection citoyenne et démocratique.

